

<https://www.acdn.net/spip/spip.php?article635>



Nouvelle cuvée champenoise : les premiers Rafale équipés d'ASMP-A et de TNA sont arrivés !

- Accueil - Actualités - Articles d'actualité -
Date de mise en ligne : vendredi 2 juillet 2010

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

[Un nouveau missile nucléaire dans le ciel de Champagne-Lorraine](#), voilà qui mérite commentaire.

Bien que le sujet soit classé "secret défense", il semble bien que les missiles ASMP-A soient déjà à bord du porte-avions Charles de Gaulle, actuellement en route vers l'Océan Indien (et sans doute déroutable à portée de *Rafale* du Golfe Persique et de l'Iran...).

La tête nucléaire aéroportée (TNA) équipant chacun des nouveaux missiles Air-Sol à Moyenne Portée améliorés (ASMP-A) désormais placés sous les Rafale a une puissance destructrice déclarée de 300 kilotonnes, c'est-à-dire l'équivalent de 300 000 tonnes de TNT (l'explosif traditionnel). Soit plus de 20 fois la puissance de la bombe qui a détruit Hiroshima le 6 août 1945 et fait quelque 250 000 morts (le général de Gaulle disait même 300 000) immédiats ou différés. Par comparaison, chaque missile ASMP-A pourrait donc faire à lui seul au moins 5 millions de morts (sans parler des blessés), c'est-à-dire anéantir entièrement la population d'une ville comme Paris et sa banlieue.

Ces missiles aéroportés peuvent participer à la frappe anti-cités au même titre que les missiles de la Force Océanique Stratégique (FOST) embarqués à bord des Sous-marins Nucléaires Lance-Engins (SNLE) : le M45 (actuellement en service) et le M51 (en service à partir de 2011 sur le quatrième SNLE de nouvelle génération, "Le Terrible"). Il est toutefois intéressant d'observer que leur mission première et spécifique serait, à la différence des missiles de la FOST, de délivrer "l'ultime avertissement" censé frapper les forces armées d'un pays ennemi pour le prévenir que les prochaines frappes se feront contre ses cités. La puissance des TNA équipant les ASMP-A est manifestement inadaptée à cette mission puisqu'elle entraînerait lors d'un tel usage et quel que soit l'objectif visé d'immenses "dégâts collatéraux" (c'est-à-dire des pertes humaines par centaines de milliers ou par millions parmi les civils).

Acculés à ce problème d'inadéquation entre la théorie stratégique dite "de dissuasion (nucléaire)" et ses moyens d'application technique, les penseurs de cette stratégie ont finalement imaginé, à la demande de Mme Alliot-Marie, alors ministre de la défense, de faire exploser la tête nucléaire en haute altitude afin de réduire ses effets immédiats principalement à l'onde électromagnétique qui paralyserait ou détruirait les systèmes de communication électronique et électrique du pays concerné ou d'une partie de son territoire (selon l'altitude choisie). Ils n'ont pas pensé que, ce faisant, les communications avec le gouvernement dudit pays deviendraient impossibles. Dès lors, comment savoir s'il a entendu « l'ultime avertissement » et s'il accepte de renoncer à ses intentions maléfiques ? Et si ses communications internes sont rendues impossibles dans le chaos ambiant, comment le gouvernement ennemi pourra-t-il transmettre à ses troupes l'ordre d'arrêter leur progression ?

Voilà un "devoir de vacances" sur lequel les stratèges de la dissuasion devraient plancher cet été.

Pour le reste, le communiqué de la "Fédération Grand-Est STOP déchets nucléaires" met le doigt sur l'une des nombreuses aberrations de la stratégie dite de dissuasion nucléaire : non seulement elle repose sur la promesse de commettre une série de massacres monumentaux, mais encore elle expose, au nom de la défense de "nos intérêts vitaux", notre propre population à devenir elle aussi la victime de tels massacres de la part de "l'ennemi" présumé - par des frappes "préventives" ou par mesure de représailles. Et bien entendu, pour lui faire jouer ce double rôle de complice et de victime potentielle de crimes contre l'humanité, on n'a jamais consulté cette population, qu'il s'agisse de celle de Saint-Dizier, du Grand-Est, des autres régions où les cibles nucléaires sont nombreuses, et finalement de la France entière puisque chacune de nos cités est de toute façon, comme celles de "l'ennemi", une cible éventuelle.

Pour en finir avec ce jeu dangereux du "*je te tiens, tu me tiens par la barbichette*", sorte de danse macabre pratiquée

Nouvelle cuvée champenoise : les premiers Rafale équipés d'ASMP-A et de TNA sont arrivés !

sur une poudrière, la seule solution rationnelle est l'élimination de TOUTES les armes nucléaires - y compris les françaises, bien entendu.

Les cinq Etats dotés d'armes nucléaires signataires du Traité de Non Prolifération (TNP) semblent l'avoir enfin compris en promettant le 24 septembre 2009 d'aller vers *"un monde sans armes nucléaires"*, conformément à l'article VI du TNP qui les oblige à négocier l'abolition de tous leurs arsenaux nucléaires. Tous l'ont compris, sauf un : la France, qui le promet du bout des lèvres parce qu'elle ne peut faire autrement sans apparaître comme va-t-en-guerre, mais s'arcboute à sa "force de dissuasion".

Le 10 juin dernier, sur le pont du porte-avions "Charles de Gaulle", Nicolas Sarkozy déclarait : « *La dissuasion reste pour la France un impératif absolu. La dissuasion nucléaire est pour nous l'assurance-vie de la Nation.* »

Il ne faisait que répéter ce qu'il nous écrivait déjà en pleine campagne présidentielle, [le 26 mars et le 18 avril 2007](#). Comme si rien n'avait changé dans le monde depuis son élection et depuis l'élection de Barack Obama. Comme si, surtout, rien ne devait changer dans la doctrine française qui sert à justifier la "prolifération verticale" de la France... et justifie *de facto* la prolifération horizontale ou verticale de tout pays qui tiendrait, lui aussi, à contracter ou conserver cette mortelle "assurance-vie".

Pour savoir ce que veulent réellement les Français, il n'y a qu'un moyen : les consulter par référendum. Sur cette question :

"Voulez-vous que la France propose à toutes les nations de renoncer à sa force de frappe nucléaire et d'en démanteler les composants, dans le cadre d'un désarmement nucléaire, biologique et chimique, intégral, universel et contrôlé, et d'un véritable système de sécurité internationale ?"

C'est ce que nous appelons nos concitoyens à exiger en envoyant au Président de la République la lettre ci-dessous, sachant que, si lui-même refuse d'y satisfaire, l'exigence vaudra pour son successeur et la majorité qui seront élus en 2012. Et que cette exigence pourrait même conditionner leur élection.

Il faut cesser de prendre les Français pour des moutons qu'on mène à l'abattoir en leur promettant qu'ils seront du côté du couteau, tout en leur tondant la laine sur le dos.

Bref, il faut cesser de les prendre pour des cons (comme auraient pu le dire Stéphane Guillon ou Didier Porte s'ils officiaient encore sur l'antenne de France Inter).

Cette remarque ne vaut pas seulement pour l'actuel président de la République. Elle vaut pour l'ensemble de la classe politique française. Elle vaut aussi pour tous ceux, y compris parmi les antinucléaires, qui ne croient pas le peuple français capable d'accéder, une fois bien informé, à l'intelligence d'un tel problème, et de le trancher dans le bon sens, c'est-à-dire dans le sens du bon sens. En tout état de cause, quand bien même le résultat d'une telle consultation décevrait nos attentes, elle aurait le mérite de permettre l'expression du peuple sur un sujet éthique et politique fondamental, pour le moment confisqué par un seul homme et soumis à *l'omerta*, en lui offrant pour la première fois la possibilité, d'abord de s'informer, ensuite de remettre en cause la politique française, dont il est difficile d'imaginer qu'elle puisse être pire qu'actuellement.

ACDN

<dl class='spip_document_332 spip_documents spip_documents_left' style='float:left;'>



Campagne "Ultime Atome !" <dl class='spip_document_331 spip_documents spip_documents_left' style='float:left;'>



Lettre au Président de la République, pour signature